

Refonder le service politique

Article rédigé par *Francis Jubert, François de Lacoste Lareymondie & Thierry Boutet*, le 22 juin 2012



Les comptes sont faits !

Le PS dispose d'une majorité absolue au parlement qui s'ajoute à une position hégémonique dans les rouages étatiques comme au niveau local. Logiquement, François Hollande peut gouverner sans partage. A droite beaucoup de têtes sont tombées et l'UMP va connaître une sérieuse crise interne de renouvellement, tant de son projet politique que de ses dirigeants. Le mouvement centriste a probablement atteint la fin de sa course avec l'échec de son chef de file. Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, le Front National obtient quelques députés malgré le système électoral uninominal à deux tours ; mais bien peu au regard de son score du premier tour des élections législatives, surtout si on le compare aux écologistes qui sont dans la situation inverse. Quant à l'extrême-gauche, fût-elle relookée en « Front de Gauche », en dépit de ses échecs successifs et de ses références marxistes, elle survit politiquement grâce à la complicité objective du PS dont elle entretient la mauvaise conscience.

La France sera donc gouvernée pour cinq ans par une élite de gauche à la philosophie libertaire et transgressive, soixante-huitarde sur les questions éthiques mais étatiste dans sa vision de l'économie et de la société, et encline à reporter les efforts sur les générations futures par la poursuite du recours à l'endettement.

Cette situation sans précédent n'est pas près de changer.

Dans un tel contexte, plusieurs tentations sont à éviter. Celle de l'agitation, des manifestations aussi étiées que pathétiques, des pétitions dans le vide, etc. Nous savons qu'elle est vaine. Déjà, certains déclarent « entrer en résistance ». La formule est séduisante ; mais résistance à quoi ? Le rouleau compresseur législatif est lancé et nous avons peu de chance de l'infléchir à court terme faute de relais efficaces dans les sphères du pouvoir et d'appuis solides dans le corps social qui n'en perçoit pas les enjeux fondamentaux et s'en tient trop souvent à une liberté réduite à la satisfaction des envies. On n'engage pas des batailles perdues d'avance : certes l'honneur serait sauf, mais est-ce là notre vocation au regard du bien commun ? Serait-ce même prudent ? Non évidemment. Entrer en dissidence, camper sur une posture d'indignation et nous replier sur de petites communautés se mettant en marge de la société ? Encore moins au regard de notre devoir de servir la cité et nos concitoyens. Jouer la politique du pire en espérant que, d'une aggravation maximale de la crise, la renaissance surgira tout à coup comme par miracle, sous la houlette d'un sauveur providentiel ? Nous avons trop connu de tels précédents pour n'avoir pas appris que le remède est souvent pire que le mal et pour ne pas savoir d'expérience que ce n'est pas ainsi que l'on construit solidement pour l'avenir. Alors quelle stratégie et quel combat ?

La fin du rêve

Ce qui saute aux yeux des étrangers qui nous observent, c'est le déni de réalité qui caractérise la France et ses dirigeants politiques. À la crise majeure qui nous assaille, ces derniers ne savent répondre que par l'ajout de moyens administratifs et par l'accroissement de la dépense et de la dette publique. Vues de l'extérieur, les incantations « hollandiennes » sont pathétiques et nos partenaires ne se sont pas gênés pour le dire.

Le vieux système redistributif qui est au cœur de notre « modèle social » et de notre mode de vie depuis la

dernière guerre ne fonctionne plus : il a perdu toute finalité pour se muer en un empilement de « droits à » sans limite, dont les classes moyennes font aujourd'hui les frais. La compétitivité française s'est effondrée et les mesures qui sont prises aujourd'hui ne sont pas de nature à changer l'orientation dépressive de notre économie dans les années qui viennent. Il ne suffira pas de proposer un programme économique et fiscal alternatif à la gauche pour sortir d'une ornière si profonde. La crise financière et économique a des racines plus lointaines que le laxisme budgétaire des trente dernières années : elle est pour une large part la conséquence d'une mentalité générale plus disposée à profiter et à consommer qu'à travailler et à produire.

Les statistiques de l'économie ne sont en effet que le reflet d'une multitude d'actes libres et de choix qui prennent naissance au plus intime de chacun. Mais ces actes sont commandés par une culture ambiante qui joue, sur tous et à tout âge, le rôle d'une cause dispositive, positive ou négative.

L'ébranlement général des consciences

Le développement des sciences et techniques atteint des niveaux inouïs et ouvre des champs auparavant inaccessibles.

Naturellement, le meurtre n'est pas chose nouvelle ; pas plus que ne le sont les massacres de populations entières ; ce qui est nouveau, ce sont d'abord les motifs de ces massacres qui déniaient aux victimes leur identité humaine (ennemis de classe, appartenance à des « races inférieures », individus privés du droit de vivre au nom de la société), mais aussi les techniques utilisées qui les « aseptisent » et les « industrialisent ». L'avortement n'est pas nouveau ; sont nouveaux sa commission « de droit », son organisation légale et le détournement des ressources médicales à cette fin. L'achèvement des vieillards et des mourants n'est pas nouveau ; ce qui est nouveau, c'est sa légitimation et le recours à des techniques « propres » qui occultent le geste de mort. En revanche, sont radicalement nouvelles les manipulations embryonnaires et génétiques qui rendent accessible le mythe faustien jusque là cantonné précisément au niveau du mythe. Quand les techniques offrent de telles possibilités, peut-on encore admettre que le possible détermine le faisable en droit ?

Deuxième facteur nouveau, l'utilitarisme, est maintenant reçu comme valeur sociale dominante. Par conséquent l'homme n'est pas protégé en tant que tel mais pour autant que l'on ait décidé qu'il le mérite en vertu de l'utilité ou du consensus du moment. En témoigne la rédaction de nombreuses lois qui, tout à la fois, affirment un principe général et en nient la portée concrète par des « autorisations » contredisant l'affirmation initiale. Cohabitent ainsi dans le même texte sans que la contradiction paraisse insupportable, l'affirmation du droit à la vie et l'autorisation de donner la mort ; la solennité du mariage et sa dénaturation dans des unions qui ne peuvent en être ; la liberté de pensée et la pénalisation des opinions contraires au conformisme majoritaire etc. Les protections sont devenues relatives, non pas à cause de circonstances exceptionnelles qui pourraient justifier de les amoindrir temporairement, mais en fonction de l'opinion ou de l'utilité.

Il faut souligner enfin l'affaïssement complet de toute idée d'engagement. Dès lors que les vecteurs sociaux sont ceux que l'on a évoqués plus haut, qu'hédonisme et jouissance commandent le comportement des individus et sont érigés en valeurs directrices, il s'ensuit nécessairement que tout engagement s'inscrit dans la contingence et la précarité. Il était déjà banal de considérer qu'un contrat « est fait pour être rompu ». Beaucoup plus grave est le fait, largement accepté voire légitimé, que l'engagement dans le mariage, fondateur de toute société puisqu'il est le lieu d'accueil et d'éducation de l'enfant, n'est lui-même qu'un de ces contrats à durée déterminée, d'ailleurs plus facile à rompre qu'à contracter. Y a-t-il une autre raison à la montée rapide du PaCS entre personnes de sexes différents ?

Ce que l'on refuse de voir, ce sont précisément les conséquences de cet ébranlement général : mise en danger des plus faibles, des plus fragiles, des plus vulnérables ; multiplication des « familles monoparentales » au travers desquelles se généralise la précarité qui touche d'abord les femmes abandonnées avec charge d'enfants ; avec sa conséquence démontrée d'être le premier facteur de pauvreté dans nos sociétés ; effacement préoccupant des pères et de l'idée même de paternité ; bien entendu,

implosion démographique dont la cause est clairement liée à ce qui précède et sur laquelle l'aveuglement est à la hauteur du danger ; et pour tous, une solitude croissante dont on n'a pas encore mesuré les effets dépressifs.

Vers la ruine de la cité politique ?

Simultanément, nécessairement même, l'emprise de la puissance publique a continué de s'accroître, au fur et à mesure qu'elle pénétrait tous les domaines de l'existence. Rappelons ici la conjugaison du collectivisme et de la guerre totale que le ^{xx}^e siècle a connue : en dépit des défaites enregistrées, les États totalitaires n'ont pas disparu ; pas plus que la guerre ne s'est civilisée. Quant au libéralisme de principe, partout vainqueur sur le plan idéologique, il n'a pas fait disparaître le culte du pouvoir absolu. Cet héritage de Hobbes continue d'imprégner nos mentalités ; il a simplement changé de contenu pour faire de l'État le garant, quand ce n'est pas l'opérateur, de nos jouissances, de notre libertinage, voire de nos perversités ; mais aussi le compensateur de tous les dysfonctionnements que l'ébranlement des consciences a engendrés, au moyen de « politiques sociales » qui n'ont de social que le nom. Totalitarisme rémanent et libéralisme triomphant convergent vers le triomphe de la bureaucratie et la paralysie de la société.

En contrepoint, il faut souligner la dissolution culturelle qui vide nos sociétés de l'intérieur. La culture n'est plus une clé d'accès à la compréhension du monde, à une vision de l'homme partagée ; elle n'est plus une porte d'entrée dans l'universel à partir du particulier. Elle se transforme en un outil d'identité ; pas au sens d'une identité commune qui forgerait la société politique et cimenterait l'amitié entre les citoyens ; mais au sens d'un instrument de privatisation autour du « moi », que ce « moi » purement individuel devienne le centre de son propre monde, ou qu'il soit enfermé dans un petit cercle qui se construit par opposition à l'extérieur. Elle devient un facteur de repli et de morcellement dont témoignent aussi bien les mouvements régionalistes et autonomistes que tous les communautarismes : les uns et les autres se veulent autosuffisants, de plus en plus contractés sur eux-mêmes, et de plus en plus intransigeants.

Il en résulte un émiettement dramatique de la société. Passons sur la multitude des segmentations catégorielles qui marquent les analyses dont nous sommes abreuvés. Insistons plutôt sur la façon dont, désormais, les politiques sont édictées : il n'y a plus de loi générale, mais systématiquement toute action est catégorisée, découpée, ciblée, pour le plus grand profit de la bureaucratie, et pour le plus grand enfermement de chacun dans sa catégorie, qu'elle soit socio-professionnelle, géographique, mentale, etc. Et l'on s'étonne que se forment autant de ghettos !

Comme, parallèlement, les désaccords internes à nos sociétés deviennent irréductibles, que l'éthique de la discussion s'épuise à les résoudre sans succès, que chaque débat suscité par les transgressions toujours plus poussées fait inévitablement renaître la question des fondements et que le compromis s'avère de moins en moins accessible, il ne reste plus, en désespoir de cause, qu'à « prendre acte de nos désaccords », c'est-à-dire à aller au bout du « non sens » et de la ruine de toute société politique.

Peut-on s'y résigner ? Non évidemment. S'en remettre aux mécanismes ordinaires de la vie politique ? Ils sont exténués. Attendre un miracle ? Pas avant d'avoir rempli pleinement notre rôle. Il ne nous reste plus qu'à contribuer à une refondation politique, que nous ne ferons pas seuls mais qui ne se fera pas sans nous.

Ce combat est-il utopique ? Non, mais c'est un travail de très longue haleine. Il faudra plus de cinq ans pour changer la France. En revanche ce combat peut être conduit avec peu de moyens par des minorités agissantes soutenues par une véritable espérance, une grande vitalité et des convictions fortes. Ces minorités existent en France. Pour ce qui nous concerne, nous sommes entrés dans ce combat il y a 20 ans et nous allons le poursuivre avec détermination, tout en nous adaptant à la nouvelle donne.

Les priorités politiques

Des priorités pratiques se dessinent pour orienter les décisions politiques et le redressement de la société durant les années à venir. Voici sept orientations immédiates que nous pensons être décisives pour le bien commun de la France.

- **Humaniser l'économie.** La France de demain ne doit pas devenir la Grèce d'aujourd'hui. Il faut sortir de la spirale de l'endettement qui condamne les générations futures et redresser les comptes publics. Mais face au diktat de la finance, il faut aussi corriger les écarts disproportionnés de richesse, redonner sa valeur au travail, libérer les énergies en faveur de l'emploi, donner des perspectives aux jeunes, et développer les solidarités concrètes et actives.
- **Investir dans l'éducation.** Le système scolaire français est en déroute. Il faut donner aux parents, premiers éducateurs de leurs enfants, la liberté concrète de choisir leur école (publique ou privée). On connaît les directions dans lesquelles il faudrait aller : instaurer l'équité financière et fiscale des choix offerts aux parents, redonner aux enseignants leur autorité et leur liberté pédagogique, revoir même le contenu des programmes pour que la transmission du savoir soit effectivement assurée.
- **Soutenir la famille.** Beaucoup de maux de la société viennent d'une carence familiale. La famille fondée sur l'union de l'homme et de la femme qu'est le mariage porte l'avenir et la stabilité de la société : elle doit donc être aidée. Tous les enfants ont droit à un père et une mère. Nous aurons à nous battre contre la dérive de l'homoparentalité et l'application de la théorie du *gender* qui nie la différence et la complémentarité de chaque sexe.
- **Aider la vie.** Ni la maladie, ni le handicap, ni l'âge ne privent la personne de sa dignité. Il est urgent que la société toute entière, et chacun de nous en particulier, fasse de gros efforts pour accueillir la vie dès la conception, pour aider les personnes à assumer cette responsabilité lorsqu'elles sont en situation d'isolement ou de détresse, pour soulager les souffrances et la dépendance, pour refuser la violence inhumaine de l'euthanasie.
- **Aménager durablement tous les territoires et promouvoir une écologie humaine.** Des inégalités se creusent entre le monde des villes et le monde rural. Du service postal à l'accès aux soins, une France à deux vitesses se met en place. Un ordre économique juste ne peut pas non plus ignorer les questions écologiques et ce que l'on appelle aujourd'hui « le développement durable ». La terre nous est confiée. Ce jardin doit être respecté, protégé, embelli et devrait être transmis à nos enfants dans un état meilleur que celui dans lequel nous l'avons reçu. Aujourd'hui nous sommes loin du compte.
- **Renforcer la justice.** Les égarements de l'institution judiciaire dans la forme, la procédure et le parti-pris ruinent un fondement essentiel de la société. Nous avons besoin d'une justice plus équitable, condition indispensable au maintien de la paix sociale et civile. Alors que tout différend ou toute insatisfaction devient vite matière à contentieux, les victimes et les citoyens ne se sentent plus réellement protégés par une institution qui est en train de perdre son autorité. Sans justice, la loi du plus fort s'installe, et l'Etat se dissout. La fonction judiciaire n'est pas seulement répressive. Elle permet aussi à l'ensemble de la population d'intérioriser des règles de vie et de comportement. Elle a donc un rôle pédagogique et éducatif non seulement dans le domaine de la vie privée mais aussi dans celui de l'économie et de la vie politique.
- **Vouloir une France forte, appuyée sur l'Europe.** La mondialisation sans frein a fait sauter la plupart des protections, même légitimes. Elle s'accompagne d'une instabilité croissante. Pour garantir la paix, il est indispensable de compter sur des nations libres et fortes, appuyées sur une Europe qui ne soit pas complice de ces dérèglements. La manière dont la France se projette dans le monde, l'ambition affichée a aussi un rôle pédagogique : notre politique étrangère, les moyens de défense que nous sommes prêts à mobiliser expriment l'identité de la France. Quand la France est grande, respectée, juste, chaque Français, quelles que soient son origine et sa couleur, participe de cette image. Dans le respect des souverainetés nationales et de nos racines communes, la France doit enfin soutenir une Europe des nations ambitieuse.

Une question particulière traverse l'ensemble de ces orientations. Celles-ci ne peuvent être appréhendées sans envisager les personnes et les lieux où l'urgence est la plus grande. Nous devons donc envisager la question de **l'immigration**. Question aussi délicate qu'urgente parce qu'elle croise notamment celle de la famille, celle de la justice et de son fonctionnement, celle de l'aménagement de l'espace et des banlieues, celle de notre politique étrangère ; mais elle croise aussi la question de l'Islam, de son communautarisme essentiel, incompatible avec notre conception des droits de l'homme et du statut de la femme, de son rapport aux autres religions et de la liberté de conscience.

Enfin, au-delà de ces priorités politiques, une réflexion approfondie s'impose sur la nature et le sens du « **service politique** » dans un système démocratique qui fait reposer l'accès aux fonctions dirigeantes de la Cité sur l'élection. Il ne s'agit de remettre en cause ni la démocratie en tant que mode de gouvernement, ni la procédure électorale, mais de s'interroger sur les implications d'une pratique où, en raison du poids des

enjeux et de la pression des médias, ne compte plus que la lutte pour le pouvoir, avec tous les excès qu'elle implique. Il en va de l'avenir de notre engagement au service du bien commun.

Un programme de travail

Concrètement, nous allons renforcer notre dimension de « think tank », constituer des groupes de recherche organisés autour de la revue Liberté Politique, de notre site qui a été refondu pour servir d'outil à ce projet, et de tous nos amis qui dans la France entière souhaitent participer à nos travaux et les diffuser.

L'objectif de ces groupes de travail n'est pas de produire des contenus programmatiques comme peuvent le faire les partis politiques. Nous souhaitons reformuler une vision politique de la société et de la personne qui s'enracine dans la doctrine sociale de l'Eglise. L'Eglise, dans son enseignement social, économique et politique, n'a pas une posture confessionnelle. Elle nous fournit un corpus de principes universels, valables pour tout homme, croyant ou non, des orientations, une méthodologie. Mais dans l'ordre des moyens tout ou presque est à réinventer. Nous allons nous y employer domaine par domaine.

Le bien commun est une réalité incarnée, hic et nunc, plus ou moins selon les époques. Il n'est pas une notion abstraite pour philosophes. Les circonstances imposent donc de réajuster en permanence l'action politique avec prudence selon des principes de justice pérennes, mais variables dans leurs modalités d'application concrète au regard des objectifs de paix, de sécurité, et de vraie prospérité.

Vaste programme, auquel nous avons commencé de travailler. Notre but n'est pas de dessiner un monde idéal qui n'existe que dans les rêves des idéologues. Nous serons des éveilleurs. Notre horizon n'est pas seulement le bien être d'ici-bas. Nous sommes convaincus que nous travaillons au milieu de ce monde qui passe en vue du monde qui ne passe pas. Or comme l'affirme le Christ « *tout scribe instruit de ce qui regarde le royaume des cieux est semblable à un maître de maison qui tire de son trésor des choses nouvelles et des choses anciennes.* » (Matthieu 13/52). Nous avons reçu un trésor, celui d'une grande civilisation. Nous sommes les héritiers d'une société de haute culture. Ce pays qui est le nôtre ne nous appartient pas, nous n'en sommes que les gérants pour quelques années. Pour le transmettre aux générations futures nous sommes à notre tour appelés comme le bon maître de maison à « *tirer de notre trésor de l'ancien et du nouveau* ».